

► INITIATIVE

L'ASSOCIATION VA ÉLARGIR SES COMPÉTENCES.

Savoie sauvegarde, un guichet unique pour les entreprises

||| «*À situation exceptionnelle, moyens exceptionnels*», plaide Jacques Thimon, président du Medef 73. Depuis fin 2008, de nombreuses entreprises n'ont plus aucune visibilité ou leurs carnets de commandes s'effondrent. Pour le président du Medef, la solution radicale consistant à licencier n'est pas la bonne option. «*Demain, l'activité peut redémarrer, espère-t-il, et il faudra alors réembaucher.*» Mais que faire en attendant pour passer le cap ?

En discutant avec ses homologues des autres organismes et syndicats professionnels et patronaux, il a réalisé qu'un certain nombre de dispositifs pourraient être mieux utilisés, en particulier dans le domaine de la formation où beaucoup d'aides existent. Pourquoi alors ne pas profiter d'une période de basse activité pour améliorer les compétences de son personnel en utilisant la palette des moyens à disposition : Dif, Cif, VAE... «*Les possibilités sont multiples, assure Jacques Thimon, mais la complexité du système rebute les chefs d'entreprise, particulièrement ceux des peti-*

tes structures.» C'est pourquoi l'idée a germé d'apporter un conseil spécifique aux sociétés.

Pour ce faire, le Medef, la CGPME, les chambres consulaires et l'agence économique en liaison avec la préfecture, la direction du travail et les syndicats (avec lesquels des organismes comme le CIBC sont gérés paritairement) ont pensé à Savoie sauvegarde, l'association présidée par Philippe Piot, qui accueille les chefs d'entreprise en difficulté. «*Notre souhait, commente Jacques Thimon, est d'intervenir encore plus en amont, en mettant à la disposition des entreprises des experts qui pourront les aider à se retrouver dans la panoplie des dispositifs et pourront même initier la démarche.*» «*Et cela, bien sûr, en toute confidentialité et gratuitement*», ajoute Philippe Piot. Pour ce dernier, l'important est d'offrir aux entreprises savoyardes une sorte de guichet unique. Le processus devrait être finalisé pour la fin février et dès maintenant, les entreprises peuvent contacter l'association au 0 800 800 130. ■

Sophie Guillaud